

à des prix subventionnés, faisant chuter les cours mondiaux et faussant les courants commerciaux traditionnels.

Les autres pays ont été forcés de réagir devant les pratiques de la CEE. En 1985, les États-Unis ont introduit un programme de stimulation des exportations. Des crédits allant jusqu'à 2 milliards de dollars ont été mis à la disposition des producteurs sur une période de trois ans afin d'améliorer la position concurrentielle des céréales américaines sur certains marchés d'exportation.

Les paiements gouvernementaux aux producteurs ont augmenté parallèlement à l'affaissement des prix des produits. À la fin de 1986, le gouvernement canadien annonçait un paiement de l'ordre de 1 milliard de dollars aux producteurs de céréales et de graines oléagineuses. Plusieurs pays ont pris des mesures visant à restreindre leur production agricole afin de réduire le fardeau des programmes de soutien au niveau des dépenses publiques. Les États-Unis ont prélevé un droit sur le prix de soutien du lait et ont commencé à verser des paiements aux agriculteurs pour les inciter à diminuer leur production. Le US Food Security Act de 1985 était assorti de mesures telles que des taux d'intérêt réduits sur les prêts, des programmes de réduction des terres ensemencées, des paiements de substitution et un recours accru aux certificats de paiement en nature. Plus récemment, les États-Unis ont préconisé un programme de mise en réserve des terres à blé visant à réduire les superficies cultivées.

Les pays importateurs n'ont pas été en mesure d'absorber la production excédentaire de denrées agricoles. La plupart ont un niveau d'endettement extérieur élevé, et le remboursement des emprunts contractés restreint leur capacité d'importer des produits. Les pays importateurs eux-mêmes comptent sur la vente de leurs produits agricoles à l'étranger, et la baisse progressive des prix à l'exportation a eu un effet négatif sur leurs rentrées de devises. Un protectionnisme commercial croissant et une concurrence internationale sans limite ont réduit l'accès aux marchés et contribué à faire chuter les prix.

L'évolution de la situation internationale a causé de sérieux problèmes aux producteurs agricoles canadiens. La vague de protectionnisme à l'échelle internationale a réduit la capacité du Canada d'écouler ses produits agricoles sur les marchés traditionnels. Plusieurs grands pays importateurs ont accru leur degré d'autosuffisance et, du même coup, réduit leur dépendance à l'égard des importations.

Les problèmes soulevés par le protectionnisme et l'absence de restrictions à la production ont été reconnus, et les principaux pays exportateurs de

produits agricoles ont commencé à rajuster leurs politiques afin de tenir compte de la nouvelle conjoncture qui prévaut sur le marché international. Les fortes dépenses des gouvernements ont causé des distorsions dans les courants commerciaux. En conséquence, des propositions ont été présentées en vue de libéraliser les échanges et de s'en remettre davantage aux forces du marché. Les 24 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont proposé de mettre un terme à la guerre des subventions entre les principaux pays exportateurs. Le groupe de Cairns, une organisation regroupant divers pays exportateurs de produits agricoles, a rapidement appuyé les propositions de l'OCDE. Les principaux exportateurs de denrées agricoles tentent d'obtenir la conclusion d'un accord sur la question des subventions agricoles dans le cadre des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). En vertu d'un tel accord, les participants cesseraient de pratiquer le dumping des produits agricoles à des prix fortement subventionnés et s'engageraient à ne pas ériger de nouvelles barrières au commerce. De modestes mesures d'allègement ont été offertes à certains pays endettés. Même s'il est peu probable que les programmes de soutien gouvernementaux soient éliminés, de plus grands efforts pourraient être faits afin de s'assurer que l'aide est accordée aux groupes qui en ont besoin sans créer de distorsions au niveau du commerce international.

9.4.2 Tendances de la production agricole

Les développements survenus sur la scène internationale ont eu une incidence significative sur le secteur céréalier canadien. Mais en dépit de cela, le blé a continué d'être la plus importante culture commerciale au Canada, représentant 51 % de la superficie cultivée dans les Prairies en 1987. La superficie des emblavures ensemencées en blé dans la région des Prairies dépassait 12 millions d'hectares (30 millions d'acres) au cours de toutes les campagnes entre 1981 et 1987. Les agriculteurs de l'Ouest canadien ont, pour la plupart, continué à produire des variétés de blé de haute qualité, à rendement plus faible, destinées à la production de pain et de pâtes, bien qu'au début des années 1980 certains producteurs se soient tournés vers la culture de variétés de blé de qualité moyenne, à rendement plus élevé.

Malgré la faiblesse des cours dans les années 1980, le Canada a conservé sa position sur les marchés d'exportation traditionnels, ce qui a permis de maintenir la production de céréales dans l'Ouest canadien et d'accroître la production de maïs en Ontario et au Québec. Cette dernière tendance,